

*Questions orales*

J'espère que le ministre admettra que l'île du Cap-Breton vit une situation extrêmement difficile. Le ministre reconnaîtra-t-il la crise qui secoue l'île du Cap-Breton et tentera-t-il, dans la mesure du possible, d'aider les habitants de cette région?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame la Présidente, je suis disposé, évidemment, à examiner dans quelle mesure tous les programmes du ministère de l'Emploi et de l'Immigration répondent aux besoins de cette région. Le député, qui veut aider ses électeurs, pourrait lui aussi leur donner un peu d'espoir. Les taux d'intérêt ont encore diminué. Ils sont à leur plus bas niveau depuis environ 20 ans, et il en va de même pour le taux d'inflation.

Ces mesures peuvent faire sourire certains députés, mais, comme je viens moi-même du Canada atlantique, je suis persuadé qu'elles seront très utiles à une région comme le Cap-Breton. Avec de telles mesures et avec les programmes que nous avons, nous pourrions venir en aide aux habitants de ce coin de pays.

\* \* \*

**LA PETITE ENTREPRISE**

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances. La notion de prêts à faible taux d'intérêt pour les petites entreprises relève de la fiction. En réalité, les institutions financières canadiennes ne prêtent pas d'argent aux entreprises qui veulent prendre de l'expansion.

Que compte faire le ministre pour faire comprendre aux institutions bancaires de notre pays l'importance que revêtent les petites entreprises pour notre économie?

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Madame la Présidente, je suis d'accord avec le député. Il est extrêmement difficile d'obtenir du crédit dans les banques. C'est un fait indéniable.

Comme le député et comme d'autres députés à la Chambre, je reçois des lettres de petites et de moyennes entreprises qui se plaignent que les banques ne leur accordent plus autant de crédit qu'avant, et même plus du tout dans certains cas.

Premièrement, nous avons essayé de faire comprendre aux banques, par l'intermédiaire de l'Association des

banquiers canadiens avec qui je suis constamment en contact, que c'est le moment d'appuyer les petites entreprises pour les encourager à prendre de l'expansion pendant que l'économie s'améliore. C'est la première chose que nous avons faite.

Deuxièmement, grâce aux modifications que nous avons apportées à la législation sur les institutions financières, les sociétés de fiducie et les sociétés d'assurances peuvent maintenant faire des prêts commerciaux. Il faudra un peu de temps pour que tout soit en place, mais ces établissements feront concurrence aux banques et mettront à la disposition des entreprises l'argent qu'elles étaient incapables d'obtenir jusqu'à maintenant.

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Madame la Présidente, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Il y a 1,7 million d'entrepreneurs au Canada, et ils comptent sur le leadership du ministre des Finances.

Le ministre serait-il prêt à écrire aux présidents des institutions financières de notre pays, ainsi qu'à leurs administrateurs, pour leur demander d'accorder beaucoup plus d'attention, et plus de crédit, à ce secteur de l'économie? Le ministre serait-il disposé à écrire directement aux dirigeants de ces institutions?

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Madame la Présidente, je vais transmettre au ministre des Finances la suggestion de mon collègue, qui présente souvent de bonnes idées à la Chambre.

Je dois dire que les entrepreneurs dont le député a parlé ont demandé un taux d'inflation et des taux d'intérêt moins élevés. C'est ce qu'ils ont demandé, et ils les ont obtenus maintenant. Ils peuvent compter sur une base économique solide, et c'est très important. C'est aussi ce qu'ils voulaient.

Je tiens à rappeler aussi au député que nous aidons les petites entreprises qui éprouvent des difficultés financières grâce au Programme des obligations des petites entreprises, que je. . .

**Une voix:** Personne ne connaît ce programme.

**M. McDermid:** Le député dit que personne ne connaît ce programme. Je compte sur lui pour répandre la bonne nouvelle à ce sujet. Merci.